



CROISSANCE / DÉCROISSANCE : UN DÉBAT EN CHANTIER (I)

Les concepts et les enjeux

Ce dossier est une contribution de la FTU aux réflexions du Mouvement Ouvrier Chrétien ; il vise à instruire la notion de « nouveau modèle de développement pour les 20 ans qui viennent » (MOC 2010), sujet que le MOC se propose, en première priorité, de discuter dans le cadre d'un forum associatif. Ce dossier se présente sous forme de deux notes successives. Cette première note pose l'objet du débat, présente une perspective historique ainsi que les termes du débat.

« Cette société qui mourait dans l'habitude de sa survie ne semble plus aujourd'hui se survivre que par l'habitude de son agonie. Le délabrement du monde de la marchandise est familier, il n'est pas encore connu : au sens large, la récupération est l'organisation de cette familiarité et de cette méconnaissance. »
(Semprun, 1976)



L'OBJET DU DÉBAT

L'objet du débat porte sur un choix politique de société. Ce choix est délicat parce qu'il nécessite une prise de position radicale. « Quoiqu'il arrive, nous dit Tim Jackson dans *Prospérité sans croissance* (2010), la dynamique d'une économie basée sur la croissance ne conduira qu'à deux voies : l'expansion ou l'effondrement ». Mais ce choix existe-t-il vraiment ? Car la poursuite de l'expansion conduira inévitablement à l'effondrement en raison du caractère fini de la planète.

C'est bien du sort de la croissance dont il s'agit, ce mot d'ordre autour duquel toute la société s'est articulée depuis la Renaissance.

L'enjeu est de taille : même les instruments habituels de pilotage de la croissance sont devenus inadéquats. Tout est à repenser : le mode de production, le mode de consommation, le mode de travail, le mode de vie en général. Ce débat est multidimensionnel : il questionne les sciences économiques bien sûr, mais aussi la science politique internationale, la sociologie et la philosophie.

L'exercice de ce dossier est difficile. Il n'a pas pour objectif de convaincre mais seulement d'établir un état des lieux (non exhaustif) des termes de ce débat relatif à la croissance et à ses alternatives sur base d'un premier tour d'horizon de la littérature existante. Cette note vise à organiser les positions en jeu à partir d'une première sélection d'ouvrages qui représentent les courants en présence.

L'objectif n'est pas non plus de faire un diagnostic de la situation mais de s'appuyer sur

des constats dont la plupart mettent d'accord des courants de pensée (parfois différents). Trois niveaux sont à distinguer : celui du « penser », celui du « faire » et celui du « dire ». Le propos ici développé porte sur un certain aspect du « que penser ? » de la nécessité de substituer un paradigme de développement à un autre qui, pour des raisons maintenant connues, a atteint les limites de sa légitimité. Il suggère aussi des pistes pour le « que faire ? » et il s'interroge également sur le « que dire ? », niveau tout aussi important vu la situation extrême actuelle et le risque de conflit d'intérêts qu'elle pourrait engendrer. Un discours consensuel (comme celui du verdissement de la croissance) ou confus (à lire la panoplie de synonymes pour désigner ce qu'on ne veut pas accepter) est sans doute plus facile à tenir pour maintenir « bon ordre » mais sans doute alors au prix d'une tragique issue qui concerne la survie du vivant.

L'ensemble de ce dossier, présenté en deux documents distincts, propose :

- de mettre en perspective historique les défis actuels posés par ce que certains appellent les « limites de la croissance »
- de présenter les deux paradigmes extrêmes : la croissance et la décroissance
- ainsi que trois voies intermédiaires : le développement durable, le keynésianisme vert et la « transition juste »
- de présenter trois dispositifs que l'on peut rattacher indistinctement aux trois voies intermédiaires : la réduction du temps de travail, les indicateurs alternatifs, la fiscalité verte
- et de conclure avec Tim Jackson.

B

MISE EN PERSPECTIVE HISTORIQUE

L'hypothèse selon laquelle l'impératif de croissance économique illimitée est de plus en plus inconciliable avec le caractère fini de la planète fait pratiquement l'unanimité. Elle est étayée par une série de constats et d'interprétations. Ce sont les propos relatifs à cette hypothèse qui sont ici présentés historiquement.

Nous vivons aujourd'hui une conjonction de crises au niveau mondial :

- crise de concentration et de sur-accumulation du capital (surproduction), au point de ne plus pouvoir « réaliser » cette production, ce qui érode la rentabilité du capital (Harribey, Plihon, 2009) ;
- crise écologique : limites des ressources, notamment énergétiques, démographie, changement climatique ;
- crise sociale : il est devenu impossible d'endiguer la montée du chômage, ni la précarisation qui s'en suit, les inégalités de revenus s'accroissent. Faut-il nous rappeler l'image de la coupe de champagne qui se transforme de plus en plus en string tant les inégalités croissent ! Un cinquième de la population mondiale gagne 2% du revenu global; le cinquième le plus riche gagne 74% du revenu global, (Jackson, 2009)
- crise alimentaire (essentiellement dans le Sud) ;
- crise de déculturation : au Sud, les racines culturelles sont peu à peu détruites par les pays dit développés qui exploitent et épuisent leurs ressources naturelles, au Nord, la marchandisation de toutes les dimensions de la vie et la formation de plus en plus orientée vers l'employabilité appauvrit culturellement les esprits ;
- crise environnementale : pollution, effets de serre, atteinte à la biodiversité ; ces effets ne pouvant que s'aggraver si les pays industrialisés poursuivent leur croissance selon ce même modèle et si les pays du "tiers-monde" devaient les imiter (ce qui est le cas), surtout en raison de leur démographie croissante ;
- crise financière (développement de produit fictifs) : dans cette crise de rentabilité qui s'érode, les revenus du travail se détériorent alors que les revenus du capital continuent d'augmenter, notamment par la valorisation boursière ; celle-ci ne trouvant plus de correspondance dans les entreprises l'écart se creuse de plus en plus (voir crise automne 2008) ; dans sa chute, la finance a entraîné l'économie réelle de la plupart des Etats, provoquant faillites, li-

cenciements... et les finances publiques des Etats appelées en secours s'en sont trouvées menacées.

Cette situation extrême que nous vivons aujourd'hui a largement été prédite dans les pays dit « développés ».

Les choix politiques keynésiens de la croissance qui faisaient pourtant l'unanimité tant à droite (Nixon) qu'à gauche (Mitterand) n'ont plus fait leur preuve à partir des années septante en raison de problèmes inédits tels que la « stagflation » (chômage + inflation). C'est la raison pour laquelle, dans les années 80, les Etats occidentaux ont choisi la voie du néolibéralisme, celle de la « désinflation compétitive » (maîtrise des salaires pour accroître les profits et relancer les exportations) (Lebeau, 2010). Depuis que la croissance a ralenti (1970), l'Etat Providence s'est alors progressivement démantelé et le mouvement syndical en Occident s'est replié sur des positions défensives : défense du pouvoir d'achat, lutte contre le chômage et la perte progressive des droits acquis...

Parallèlement, le postulat de la croissance illimitée a commencé à être mis en question vers les années septante dans le contexte de la crise pétrolière.

Le rapport Meadows « Halte à la croissance » (Club de Rome, 1972) parlait du « mythe de la croissance » ; il prévoyait à terme, si rien ne changeait dans le choix des politiques économiques, un effondrement de l'écosystème planétaire, et en appelait à un « changement des comportements et des structures sociales, débouchant sur une « croissance zéro » accompagnée d'une redistribution des richesses au niveau mondial » (Lebeau, 2010, p.5).

Ce rapport a été confirmé par un rapport officiel commandité par le président Carter en 1980 qui mentionnait : « en dépit d'une production matérielle accrue, la population mondiale sera à bien des égards plus pauvre en 2000 qu'aujourd'hui ».

En 1972 a aussi eu lieu la première conférence (de Stockholm) des Nations Unies touchant aux problèmes d'environnement. S'en est suivi la

création du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement).

Quarante ans après, nous vivons une crise multidimensionnelle sans précédent : il s'agit bien d'une crise du modèle de développement et non pas d'une crise conjoncturelle du capitalisme (crise de valorisation du capital liée à la difficulté de produire et de réaliser de la plus-value) à laquelle il faudrait s'adapter.

La question du « Que faire ? » aurait dû être posée antérieurement : comment aurait-il fallu tenir compte de ces différentes prévisions ? Qu'aurait-il fallu mettre en place pour infléchir cette machine folle ?

Tout autant que celle du « Que dire ? » : politiquement parlant, quel discours aurait-il fallu tenir à une population prise au piège de la consommation de masse, otage du système ?

Être lucide et transparent ne suffit pas. La tâche est très délicate ; politiquement, elle peut même se révéler dangereuse. Pour preuve, en 1973, Allende s'est fait assassiner pour ses positions, certes lucides mais pas si subversives : « Le drame de ma patrie est celui d'un Vietnam silencieux. Il n'y a pas de troupe d'occupation ni d'avions dans le ciel du Chili. Mais nous affrontons un blocus économique et nous sommes privés de crédits par les organismes de financement internationaux. Nous sommes face à un véritable conflit entre les multinationales et les États. Ceux-ci ne sont plus maîtres de leurs décisions fondamentales, politiques, économiques et militaires à cause des multinationales qui ne dépendent d'aucun État. Elle opèrent sans assumer leurs responsabilités et ne sont contrôlées par aucun parlement ni aucune instance représentative de l'intérêt général. En un mot, c'est la structure politique du monde qui est ébranlée. Les grandes entreprises multinationales nuisent aux intérêts des pays en voie de développement. Leurs activités asservissantes et incontrôlées nuisent aussi aux pays industrialisés où elles s'installent ». (Allende, 1972). Sans compter qu'en 1972, on ne parlait même pas encore de mondialisation...

Ce double questionnement du faire et du dire demeure tout à fait actuel.



À UN EXTRÊME : LA CROISSANCE

La croissance (Lebeau, 2010) désigne l'accroissement du PIB. Le PIB constitue un indicateur monétaire de la richesse d'un pays : il quantifie les flux monétaires (l'argent) engendrés par la production marchande et non marchande des biens et services. Ces flux se composent :

- pour le secteur marchand, de la valeur ajoutée créée par les entreprises,
- pour le secteur non marchand de la valeur ajoutée créée par les coûts de production des biens et services c'est à dire essentiellement par les rémunérations des travailleurs (coût du travail).

LES AVANTAGES DE LA CROISSANCE

Après la deuxième guerre mondiale, la croissance économique a été phénoménale, elle a élevé le niveau de vie, le taux de profit était en hausse, la répartition des revenus satisfaisait tout le monde.

Le rapport de force entre les acteurs sociaux était du côté des travailleurs, le syndicalisme pouvait réclamer des droits, il n'y avait pas de crainte du chômage. Le compromis social était donc possible en raison du plein emploi, de la protection sociale et du pouvoir d'achat nettement amélioré.

LES LIMITES THÉORIQUES DE LA CROISSANCE

Le PIB ne constitue pas un indicateur adéquat de la véritable richesse d'un pays car :

- tout ce qui accroît la richesse n'accroît pas le PIB (travail domestique, bénévolat),
- tout ce qui accroît le PIB n'accroît pas la richesse (à voir les externalités négatives et la relation PIB/satisfaction de vie, voir ci-dessous)

LES LIMITES POLITIQUES DE LA CROISSANCE

On l'a dit plus haut, à partir des années septante, les politiques keynésiennes (voir encadré

en fin de document) rencontraient des limites inédites (celles de la stagflation) qui ont orienté les Etats vers le néolibéralisme ¹.

Aujourd'hui, on reparle de keynésianisme, mais vert ..., qu'en est-il vraiment ? Cette question particulière sera abordée dans le second document.

LES LIMITES NATURELLES DE LA CROISSANCE

La croissance économique rencontre les limites de la planète en termes de ressources naturelles, d'énergie, de pollution, de GES, de réchauffement climatique....

Il est intéressant de voir à ce sujet l'évolution de l'empreinte écologique qui était, en 1961, de 70% de la planète et en 2003, de 125%. Pour rappel, l'empreinte écologique mesure les surfaces biologiquement productives de terre et d'eau nécessaires pour produire les ressources qu'un individu, une population ou une activité consomme. Elle s'exprime en hectares/tête.

En 2050, les prévisions portent l'empreinte à environ 200% (entre 180% et 220 %).

« Si toute la population vivait au niveau de vie matériel américain d'aujourd'hui (empreinte de 9,70), les terres productives nécessaires devraient être de 54 milliards d'ha. Mais il n'y a que 11,4 milliards d'ha de terres biologiquement productives sur la planète. Il faudrait donc 4,74 planètes terre pour absorber l'impact écologique supplémentaire ». A titre indicatif, les pays dont les empreintes écologiques sont les plus élevées sont les suivants : Emirats arabes unis : 10,13 ; Etats-Unis : 9,70 (soit 5,11 fois la moyenne mondiale ; 18,30 fois celle d'un Bangladais) ; Canada : 8,84 ; Nouvelle Zélande : 8,68 ; Finlande : 8,42 ; Norvège : 7,92 ; Koweït : 7,75 ; Australie : 7,58 ; Suède : 6,73 ; Belgique/Luxembourg : 6,72 ; Danemark : 6,58 ; Royaume Uni : 5,35 ; Irlande : 5,33 ; France : 5,26 (soit 2,77 fois la moyenne mondiale ; 9,92 fois celle d'un Bangladais). Et ceux dont les empreintes écologiques sont les plus faibles : Pakistan : 0,64 ; Sierra Leone : 0,54 ; Bangladesh : 0,53 (0,28 la moyenne

¹ <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Keynesianisme.htm>

mondiale) ; Burundi : 0,48 ; Mozambique : 0,47.²

LES LIMITES SOCIALES DE LA CROISSANCE

La croissance qui stimule la consommation crée des inégalités sociales de plus en plus grandes. Le cercle est vicieux : les inégalités stimulent la consommation par l'émulation et la consommation entretient à l'infini le fantasme d'éteindre le désir, de combler un manque inévitable (lié à la finitude de l'être humain) (Arnsperger, 2005). À ce sujet, rappelons que :

- En Europe, dès les années soixante, une immense classe moyenne, poussée à la consommation (montée en puissance de la grande distribution, télévision, automobile,...) par le pouvoir médiatique a été simultanément rendue politiquement sans voix (l'esprit de citoyenneté était sapé), sorte de « majorité satisfaite » (Galbraith, 1967) qui a basculé dans l'individualisme.
- Aux E.U., entre 1990 et 2007, la très forte augmentation de la croissance s'est accompagnée de celle des inégalités de revenu (la distribution des revenus aux EU est devenue aussi inégalitaire qu'au début du 20^e siècle ; les progrès sociaux engendrés par le New Deal ont de ce point de vue été effacés (Lebeau 2010), d'une explosion de l'endettement des classes pauvres et moyennes (voir encadré 2), d'une hyper consommation des classes supérieures, sans compter les dégâts écologiques ;
- D'une manière générale, au delà d'un certain seuil, l'augmentation du PIB ne s'accompagne plus de celle de la satisfaction de vie (Cassiers, 2009). Il est cependant intéressant de retenir que dans certains pays (Corée du Sud, par ex.), là où le PIB/habitant est deux fois moindre qu'en Belgique, les gens n'y sont pas moins « heureux » que chez nous.
- De même, l'augmentation du PIB ne s'accompagne plus de celle de l'espérance de vie : le PIB danois représente trois fois celui du Chili, et les chiliens vivent plus longtemps que les danois ; le PIB/hab. cu-

bain représente 15% de celui des EU, et ils sont proches des pays riches en matière d'espérance de vie, de mortalité et d'accès à l'éducation.



À L'AUTRE EXTRÊME : CROISSANCE ZÉRO/NULLE, DÉCROISSANCE OU A-CROISSANCE

La posture extrême à celle de la croissance est celle de la décroissance. Sa définition, ses implications ainsi qu'un regard critique sont ici présentés. L'idée de « décroissance » est soutenue par le « mouvement politique des objecteurs de croissance »³ qui la définit dans ces termes :

« La décroissance est un slogan politique aux implications théoriques, un « mot-obus » comme dit Paul Aries, qui vise à casser la langue de bois des drogués du productivisme. (...). Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour but de marquer fortement l'abandon de l'objectif de croissance illimitée, objectif dont le moteur n'est autre que la recherche du profit par les détenteurs du capital avec des conséquences désastreuses pour l'environnement, donc pour l'humanité. (...) On sait que le simple ralentissement de la croissance plonge nos sociétés dans le désarroi, augmente le taux de chômage, et précipite l'abandon des programmes sociaux, sanitaires, éducatifs, culturels et environnementaux qui assurent l'indispensable minimum de qualité de vie. On imagine quelle catastrophe engendrerait un taux de croissance négatif ! ».

Pour toutes ces raisons, la décroissance n'est envisageable que dans une « société de décroissance », c'est à dire dans le cadre d'un système reposant sur une autre logique. (...) En toute rigueur, il conviendrait de parler au niveau théorique d' « a-croissance », comme

² <http://www.igapura.org/nouvellepage4.htm>

³ Le Mouvement Politique des « Objecteurs de croissance » a été lancé officiellement le 18 octobre 2009 par une centaine de personnes. Il regroupe un millier de sympathisants. Voir leur site : www.objecteursdecroissance.be, leur journal s'intitule L'escargot.

on parle d'a-théisme, plus que de décroissance » (Latouche, 2007).

« La croissance et le développement étant respectivement croissance de l'accumulation du capital et développement du capitalisme, la décroissance ne peut être qu'une décroissance de l'accumulation, du capitalisme, de l'exploitation et de la prédation. Il s'agit non seulement de ralentir l'accumulation, mais aussi de remettre en cause le concept pour inverser le processus destructeur. (...) Notre conception de la société de la décroissance n'est ni un impossible retour en arrière ni un accommodement avec le capitalisme. C'est un « dépassement » (si possible en bon ordre) de la modernité. « On ne peut pas plus convaincre le capitalisme de limiter la croissance qu'on ne peut persuader un être humain d'arrêter de respirer, écrit Murray Bookchin. La décroissance est forcément contre le capitalisme. Non pas tant parce qu'elle en dénonce les contradictions et les limites écologiques et sociales, mais avant tout parce qu'elle en remet en cause « l'esprit » au sens où Max Weber considère « l'esprit du capitalisme » comme condition de sa réalisation. » (138) (...)

LES IMPLICATIONS DE CE CHOIX

Pour les « objecteurs de croissance », la non croissance passera irrémédiablement par une autre répartition des richesses, ce qui signifiera un bouleversement plus ou moins violent du statut des « ayants droit dans la répartition des fruits de la croissance » (137). Cette nouvelle répartition orientera la production vers des secteurs publics tels que l'enseignement plutôt que vers la consommation.

Pour eux également, il est clair que la non croissance n'est pas contraire au progrès social, ni au progrès technique. Elle signifie satisfaction des besoins sociaux et mieux être. Les gains de productivité seront utilisés pour réduire les inégalités et réduire le temps de travail : seule manière de réconcilier les questions environnementales et les questions sociales (qui impliquent les rapports de force entre les acteurs de la production).

Les propos sont radicaux. Verdir la croissance ne suffira pas, ce processus a déjà commencé

il y a 30 ans puisque le découplage entre le CO2 et le PIB a déjà eu lieu (les GES augmentent moins vite que le PIB); il faudra l'abandonner, adopter une autre logique : il s'agit bien, pour eux, d'abandonner le système capitaliste fondé sur le principe de la croissance/accumulation illimitée.

UN REGARD CRITIQUE

Demeure la question du Sud et des deux tiers de l'humanité (Savage, 2009) dont les besoins primaires sont énormes : n'ont-ils pas besoin d'une croissance du PIB pour y faire face ? Autrement dit comment tenir compte des rapports géopolitiques mondiaux ?

R. Savage voit chez les décroissancistes deux approches :

- l'une apolitique (prônant la conversion individuelle à la décroissance) qu'il définit comme psychologisante, individualiste et naturalisante, soit l'autre face de la théorie economiciste néoclassique dominante ;
- l'autre dans laquelle il semble mettre en garde les décroissancistes, non pas tant sur leur critique de l'essence même du capitalisme (logique d'accumulation infinie et de maximisation des profits, récemment « confrontée à l'impossibilité d'augmenter indéfiniment le taux de plus value relatif (...) et transformée en une fuite en avant dans la croissance extensive et mondialisée », Savage 2009) que sur la confusion qu'ils feraient « entre l'économie en général et ses formes historiques et contingentes d'organisation capitaliste actuelles » Cette confusion serait dangereuse car elle laisserait entendre « que le capitalisme actuel serait la seule forme d'organisation « naturelle » de l'économie.

Reste enfin la question cruciale d'un véritable programme alternatif cohérent qui ne radie pas simplement l'« économie » du fonctionnement de la société comme les décroissancistes auraient tendance à le faire.

Ghislaine WEISSGERBER

Références

- Allende S. (1972), discours prononcé à l'ONU, décembre.
- Arnsperger C. (2005), *Critique de l'existence capitaliste, Pour une éthique existentielle de l'économie*, La nuit surveillée, Cerf.
- Cassiers I. (2009), « Pour changer de cap, dégriffons la boussole », *La Revue Nouvelle*, La croissance en panne de sens, Mars, p.53.
- Club de Rome (1972), *Halte à la croissance*, Rapport Meadows, Rome, Accademia di Lincei.
- Galbraith J.K. (1967), *Le Nouvel Etat industriel*, trad. française, Gallimard, Paris, 1974, cité par Latouche S. (2007).
- Harribey J.M., Plihon D. (2009), *Sortir de la crise globale, Vers un monde solidaire et écologique*, La Découverte, Paris, 2009 et *Raconte-moi la crise*, Éditions du Bord de de l'eau, Lormont.
- Jackson T. (2010), *Prospérité sans croissance*, De Boeck – Etopia, 2010.
- Latouche S. (2007), *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et Une Nuits.
- Lebeau E. (2010), « La croissance fait-elle le bonheur ? », Communication au Bureau National, CSC, Bruxelles, 4 février. Le paragraphe consacré ici à la croissance est une synthèse de la note d'E. Lebeau.
- MOC (2010) « Les 24 priorités du MOC pour les élections fédérales du 13 juin 2010 », 26 mai.
- Savage R (2009), « La croissance a-t-elle un sens », *La Revue Nouvelle*, La croissance en panne de sens, Mars, p.44.
- Semprun J. (1976), *Précis de récupération, illustré de nombreux exemples tirés de l'histoire récente*, Editions Champ libre, Paris.

Encadré 1 : Quelques éléments de rappel sur le keynésianisme

Les principaux concepts novateurs introduits par Keynes sont :

- l'équilibre de sous-emploi (le chômage) pour un niveau donné de la demande ;
- l'absence d'ajustement par les prix entre les demandes et les offres d'emploi, empêchant la résorption du chômage ;
- une théorie de la monnaie fondée sur la préférence pour la liquidité ;
- la notion d'efficacité marginale du capital comme explication de l'investissement, faisant de l'investissement la "cause" déterminante de l'épargne ;
- la loi psychologique selon laquelle la consommation augmente moins vite que le revenu.

De ces concepts, qui ont engendré la macroéconomie, on peut en déduire la possibilité de politiques économiques interventionnistes de l'Etat afin d'éviter les récessions et de freiner les emballements de l'économie.

Pour les keynésiens, il existe une tendance permanente au sous-emploi et seules les interventions de l'Etat permettent, dans certaines circonstances, de lutter contre le chômage.

Les adversaires du keynésianisme soutiennent qu'il n'y a pas à mettre en cause la capacité des marchés à ajuster les offres aux demandes pour expliquer le chômage et que ce sont les politiques publiques subventionnant, imposant des prix ou fixant des salaires minima, qui pénalisent l'embauche et empêchent le plein emploi.

Les post-keynésiens sont moins "interventionnistes" que les keynésiens de la première génération. Ils sont cependant tout aussi critiques quant à la capacité d'autorégulation du marché. Ils se basent pour cela sur le constat de la régularité des déséquilibres des marchés et des crises financières, montrant ainsi l'incapacité des marchés à gérer l'incertitude lorsqu'ils sont mal encadrés.

Aujourd'hui de nombreux courants et partis politiques se revendiquent du keynésianisme, mais en n'en retenant que l'idée d'interventionnisme, alors que Keynes, lui même homme d'affaires, insistait sur le rôle fondamental de la création d'entreprises privées.

Notes extraites du site <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Keynesianisme.htm>

Encadré 2: Quelques éléments de rappel sur le mécanisme de l'endettement

La croissance sans précédent de la consommation entre 1990 et 2007 a été alimentée par une extension massive du crédit et une dette toujours croissante.

La dette (et l'équilibre entre actifs et passifs) est ce sur quoi repose l'économie capitaliste. Il y a lieu de distinguer trois types d'endettement :

1. Dette personnelle (ou dette à la consommation) : elle est le mécanisme qui libère le consommateur des limites du salaire et permet à la consommation d'entraîner la dynamique de la croissance
2. Dette nationale (ou publique) : argent dû par le gouvernement au secteur privé
3. Dette externe (dette totale accumulée par le gouvernement, le secteur privé et les individus) : à mettre en relation avec l'actif, le produit national brut, et la force relative de la monnaie nationale sur le marché international.

Pendant les vingt dernières années, la politique de déréglementation des marchés financiers et une politique monétariste qui, en réaction contre les programmes de dépenses publiques de type keynesien des années 70, tendait à remplacer la dette publique par une dette privée – avaient pour but la continuation et la protection de la croissance économique et sont à l'origine de la crise actuelle, elle-même accentuée par l'épuisement des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement.

Jackson T. (2010, Ch II)



AVEC LE SOUTIEN DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE